Deux organes conservateurs en desaccord

La "Presse" et le "Journal" de Montreal aux Prises !

DEUX ARTICLES INTERESSANTS.

Nous devons féliciter "La Presse" de Montréal, à cause de l'attitude vraiment patriotique qu'elle prend en face de la campagne déloyale et lâche que certains organes fanatiques font contre notre illustre chef sir W. Laurier.

Il est temps que nous cessions de nous déprécier devant les autres races qui tirent parti de nos querelles intestines. Nous sommes en minorité, nous Canadiens français, dans la Confédération, et si nous voulons conserver notre prestige il faut que nous soyons unis.

Cette vérité notre grand confrère conservateur l'a comprise, et c'est pourquoi il a pris la défense d'un de nos compatriotes qui fait honneur à notre race et au pays tout entier. Nous savons quelle tempête ce journal, par son attitude, va déchainer sur sa tête et c'est pour cela que nous admirons davantage sa conduite.

Nous sommes convaincus que les conservateurs bien pensants de la province de Québec, et surtout les Canadiens-français qui ont foi en notre avenir national, voteront cette année avec nous pour démontrer aux fanatiques qui essaient de soulever les préjugés de race et de religion, qu'ils répudient leur conduite infâme et ne veulent pas contribuer au succès de leur œuvre néfaste en leur accordant leur appui.

Le "Journal" de Montréal le porte-étendard du fanatisme dans notre province, l'organe allié aux orangistes d'Ontario dont Clarke Wallace est le grand chef, est indigné de l'attitude que prend la "Presse" et essaie de lui appliquer les lunettes bleues dont il se sert si bien lui-même, mais ça ne prend pas.

Au nombre des articles que la "Presse" a publiés dernièrement pour réfuter les arguments du "Journal" contre sir Wilfrid Laurier nous allons en citer deux des plus remarquables. Le premier a paru dans la "Presse" de samedi dernier, le vingt octobre, le voici en entier :

SIR WILFRID LAURIER

Sous ce titre, le "Journal" d'hier nous adresse les remarques suivantes :

"On paraît en certains quartiers vouloir accuser les conservateurs canadiens-français de manquer de patriotisme, parce qu'ils refusent de reconnaitre en sir W. Laurier un représentant illustre de leur race, un grand homme d'Etat. L'esprit de parti en serait la cause.

"Nous avons répondu à la même accusation, lorsqu'elle était portée par nos adversaires ; nous allons y répondre de nouveau, aujourd'hui qu'elle nous est lancée à mots couverts par des soi-disants amis. Nous ne dirons rien cependant de la perfidie de ce procédé, dont l'intention ne saurait être douteuse, à ce moment décisif de la campagne électorale.

"Le patriotisme consiste à aimer son pays et sa nationalité et à prouver cet amour par des actes.

"Or, quelles sont les œuvres auxquelles Sir W. Laurier a attaché son nom jusqu'ici ? Ce politicien compte plus de trente années de carrière politique ; qu'elles sont les grandes mesures nationales dont il est l'auteur ?

"A-t-il comme les Panet, les Bourdages, les Parent, les Viger et les Papineau, consacré la meilleure partie de sa vie à revendiquer nos libertés constitutionnelles, violées par une oligarchie tyrannique et stupide ?

"A-t-il comme les Lafontaine et les Morin, réussi par des efforts de véritable génie à paralyser un régime (1841) destiné expressément à noyer les Canadiens-français dans une union législative, et à changer ce régime en un système de responsabilité ministérielle qui leur assurait la plénitude de leur existence nationale ?

"A t-il comme les Cartier, les Taché et les Langevin, sauvé l'autonomie du peuple canadien-français en faisant remplacer dans la Constitution de 1867, le principe d'union législative par le principe fédératif ?

"Est-ce que la législation du pays porte l'empreinte de son travail et de ses conceptions ?

"Où est la loi qui devra rendre son nom célèbre comme jurisconsulte éminent ?

"A-t-il seulement un système politique à lui, une idée personnelle, un ensemble d'opinions économistes qui se retrouve dans l'orientation des grandes forces naturelles du pays ?

"Le Canada lui doit-il un nouveau point de départ dans son organisation sociale et dans son développement politique ?

"Qu'a-t-il fait pour le peuple canadien-français ? En quoi a-t-il contribué à le rendre plus célèbre, plus uni, plus fier de ses destinées, plus attaché à sa religion, à sa langue et à ses institutions, plus respecté des autres races et plus heureux chez lui ? Encore un coup, où sont ses œuvres ?

D'où vient donc cette incroyable tendance, générale dans la Province de Québec, à dénaturer les actions et à diminuer les hommes ? A la suite d'un débat, à la Chambre des Communes, à Ottawa, où l'on avait accusé des magistrats absolument honorables, de s'être approprié injustement des fonds publics, Sir John Thompson, fatigue de ces tentatives périodiques, n'avait pu s'empêcher de s'écrier : "Quel intérêt votre province a-t-elle donc de faire passer tous ses hommes pour des voleurs ?"

Quel intérêt avons-nous à pousser les efforts jusqu'au l'hystérie pour empêcher l'un des nôtres de conserver la haute estime que les autres provinces et les autres nationalités entretiennent de sa personne et de son talent ? Les partis qui ont l'œil bien ouvert dans leur chasse au succès ne se trompent pas sur la valeur des hommes. Comment se fait-il que le Canadien-français qui a obtenu depuis 1892 la confiance aveugle, l'affection suprême de sept provinces anglaises, soit un homme de rien ? Qu'on nous nomme, dans le moment, un autre de nos compatriotes qui pourrait soutenir si longtemps ce rôle difficile. Si Sir Wilfrid n'était qu'un poseur, un rêveur, un cerveau vide on exalté, il y a longtemps qu'il aurait perdu ce contrôle remarquable, extraordinaire sur une population dont on connait l'exclusivisme et le fort esprit de caste. Et, cependant, tous les jours son autorité s'affirme davantage, au milieu d'un enthousiasme que pas un autre politicien français ne saurait faire naître deux jours durant. Il est assez anodin de demander ce qu'il a fait, s'il a dans son record les services rendus par les Panet, les Bourdages, les Parent, les Viger, les Papineau, les Lafontaine, les Morin, les Cartier, les Taché, les Langevin.

Autant vaudrait s'enquérir pour apprécier un litérateur s'il a écrit les poèmes d'Homère, de Virgile ou de Victer Hugo ; pour juger un architecte s'il a construit la cathédrale d'Amiens ou le Grand Cpéra.

Sir Wilfrid Laurier est arrivé à un moment où nos "libertés constitutionnelles" ne sont plus "violées ;" où personne n'essaie de "noyer les Canadiens français," ou l'"autonomie du peuple canadien" est parfaitement assurée. Il n'y a rien pour lui dans cette ligne. Et, du reste, y eut-il quelque chose, qu'il serait assez injuste de demander à Sir Wilfrid de faire en quatre années ce que les autres ont pris toute une carrière politique à accomplir. Il a fallu neuf années à Lafontaine pour obtenir le gouvernement responsable, son seul acte du reste. Sir George Cartier a été ministre durant seize années. Il n'est certainenent pas dans l'ordre de demander à Sir Wilfrid de donner en quatre ans la mesure de toute sa carrière. Le tout dépend des circonstances. Lafontaine a jeté les bases de l'édifice ; Cartier l'a construit. Il ne reste plus qu'à l'ornementer et en tirer le meilleur parti possible. Sir John Thompson et Sir John Abbot n'ont pas fait plus que Sir Wilfrid. Dans les dernières années de son règne, Sir John Macdonald lui-même ne sut rien trouver au-de-là des affaires de routine.

Prenez les ministres de la Grande-Bretagne ; il y en a bien neuf sur douze qui, malgré leur brillant talent, n'ont pu attacher leur nom à quelque grande mesure.

Mais nous arrêtons notre confrère sur ces mots : "Le Canada lui doit-il un nouveau point de départ dans son organisation sociale ?... Qu'a-t-il fait pour le peuple Canadien ? En quoi a-t-il contribué à le rendre plus célèbre..."

Oui, le Canada lui doit un nouveau point de départ. Des fanatiques d'Ontario ont brutalement attaqué nos compatriotes, sans distinction et sans restriction. Il a accepté le défi, et, par des paroles éloquentes de paix, de conciliation, de bon sens, il les a battus chez eux, ces mangeurs de Canadiens-français. Il a suscité des manifestations touchantes de la part des Anglais mêmes. Il a semé, partout, des germes de fraternisation et de respect.

Nous avons publié ces jours derniers quelques extraits de journaux. En voici un autre, que nous prenons dans une collection, indiquant l'étendue du changement qui s'est fait dans les esprits.

Voici ce que disait le "Globe" du 1er octobre :

"Il est probablement vrai que la force de sir Wilfrid, dans sa propre province, est dans une certaine mesure due à l'orgueil que ressentent les Canadiens-français de voir un des leurs occuper un poste aussi élevé. C'est là un sentiment naturel, un sentiment louable, un sentiment qui fortifie l'unité du Canada. C'est un lien entre les Canadiens-français et leurs concitoyens.

"Nous ne craignons pas de dire qu'il n'y a pas aujourd'hui dans la vie publique un homme plus aimé et plus admiré de la province d'Ontario que sir Wilfrid Laurier. Il occupe sa position actuelle non pas à cause de sa nationalité, mais parce qu'il possède toutes les qualités qui font un chef. Il ne pourrait être relégué au second plan que par l'ostracisme de race le plus malsain. Il est donc naturel que ses compatriotes soient firs de lui ; dans l'intérêt du pays, il faut qu'ils sentent qu'un homme de leur race, s'il a les mérites nécessaires, peut s'élever aux positions les plus importantes du pays. Et si cet homme jouit dans Québec d'une popularité exceptionnelle, le reste du Canada doit se féliciter que Québec possède un chef aussi sage et aussi habile, un homme aussi acceptable pour toutes les races et toutes les religions qui composent la nation."

C'est là, peut-être, la mission de sir Wilfrid ; faire disparaître le fléau des antipathies nationales. Les races qui habitent le territoire de la confédération canadienne perdent plus de temps, dépensent plus d'énergie à se combattre entre elles, à se surveiller, à se jalouser, qu'à développer les ressources du pays. Si sir Wilfrid Laurier est capable de détruire ces frictions, il aura richement rempli sa carrière. De même que Cartier aura fait un pays, il aura fait une nation.

Sir Wilfrid a certainement contribuée à nous rendre célèbre. D'après le verdict unanime de tous les chroniqueurs du temps, lors des grandes fêtes du Jubilé de la Reine, où tout l'univers était aepresenté, Sir Wilfrid y fit une figure extraordinaire. Des journalistes étrangers allérent jusqu'à dire qu'après la Reine, c'était le représentant du Canada qui était le plus en vue. Et, chose, extraordinaire, ce succès, inexplicable, pour ainsi dire, était dû au fait, connu de tous, que ce représentant était Canadien-français. La Grande-Bretagne montrait, comme son triomphe administratif, le rare spectacle d'un Français premier ministre de la plus grande colonie et, Dieu merci, ce Français nous faisait honneurs

Nous avons dit sur le compte de sir Wilfrid tout juste ce que les remarques du "Jonrnal" ne pourraient nous dispenser de dire. Nous n'y mettons aucun enthousiasme, aucune idée de propagande. Il nous semble que les plus simples notions de patriotisme nous commandent de protéger les nôtres. Attaquez tant que vous voudrez la politique d'un homme ; ne touchez pas à sa personne. Mon Dieu ! les conservateurs entassent accusations sur accusations contre le gouvernement Laurier. Ils ont des scandales par douzaines, des gaspillages à outrance, mille péchés d'actions ou d'omissions. Ne pourrait-on pas se contenter d'une telle richesse ? Sur ces questions, "La Presse" n'a jamais été dans leur chemin, fermant très volontiers les yeux sur les exagérations ou les contradictions, qui sont inévitables dans une campagne électorale.

Quand même Sir Wilfrid Laurier serait coupable de tons ces crimes, on n'a pas le droit de dire que ce compatriote n'a pas de talent quand il en a. On n'a pas le droit de le rapetisser quand les autres nationalités le grandissent.

Vous ne voyez jamais les Anglais en agir de la sorte envers leurs hommes publics. On discute leur politique, mais on ne touche pas à leur valeur personnelle.

Le second article que nous allons citer a paru dans la "Presse" de mardi dernier, le vingt-trois octobre, le voici en entier :

ENCORE SIR WILFRID LAURIER

Notre confrère, "Le Journal," revient sur le nom de Sir Wilfrid Laurier, de la manière suivante :

"Après avoir, pendant plus de huit mois, dénoncé les scandales de toute espèce du gouvernement Laurier, "La Presse," depuis quelques jours, a fait volte-face.

"Elle est maintenant à genoux devant l'idole de la "Patrie" et trouve mauvaise que le "Journal" ne chante pas les louanges de M. Laurier.

"Elle accuse les conservateurs de manquer de patriotisme parce qu'ils tiennent le chef libéral responsable de la politique ministérielle sur l'impérialisme et parce qu'ils lui reprochent de n'avoir pas vengé la constitution indignement violée au détriment des canadiens-français du Manitoba.

"Cependant, il n'y pas très longtemps, "La Presse" elle même n'avait pas d'arguments assez forts pour démontrer que sur ces deux questions. M. Laurier avait trahi les intérêts du Canada, et n'avait pas rempli sa promesse de faire cesser le grave désordre constitutionnel du Manitoba.

"Ou notre confrère, alors, avait tort, ou il avait raison :—si la guerre vigoureuse contre M. Laurier qu'il a menée par ses lettres parlementaires et les articles de sa rédaction était sincère, sa subite affection pour le chef libéral ne l'est certainement pas.

"Si, au contraire, son opposition contre le ministère Laurier n'a été qu'une comédie, dans le but de faire apprécier davantage le mouvement tournant qu'il veint d'opérer dans l'intérêt des libéraux, il est grandement temps que les conservateurs sachent à qui ils ont affaire."

"Le Journal" a oublié que l'humeur revêche est mauvaise conseillère, et voulant être méchant il a frappé faux.

"Il est grandement temps, dit-il que les conservateurs sachent à qui ils ont affaire." Qu'il parle au nom des siens, les nôtres nous connaissent mieux et sont habitués à notre franc-parler, qui ne les a jamais trompés.

C'est rire du monde que de nous "faire accuser les conservateurs de manquer de patriotisme parce qu'ils tiennent le chef libéral responsable de la politique ministerielle sur l'impérialisme, et parce qu'ils lui reprochent de n'avoir pas vengé la constitution indignement violée au détriment des Canadiens-français de Manitoba."

Où avons-nous proféré ces paroles et pourquoi ? Nous avons au contraire, invariablement déclaré que nons n'entrons pas dans le mérite de son administration politique ; les deux sujets mentionnés par "Le Journal" en font partie. Que notre confrère grossisse, de jour en jour, son vocabulaire de scandales et de défaillances administratives, c'est son droit et son affaire, et nous ne devons pas lui en faire le moindre reproche.

Ce que nous demandons et ce que tout le public demande, c'est la discontinuation de ce dénigrement systématique, qui ne porte plus sur les actes d'un homme, mais sur sa personnalité même. Nous vous le disons pour la dixième fois : "Vous ne réussissez pas à rapetisser Laurier et pas un Canadien-français n'a d'intérêt à le diminuer.' La Province l'a armé, au physique comme au moral, pour les plus grands rôles. La quantité d'accusations accumulées contre son administration n'en est pas encore à faire déborder d'iniquités la coupe de sa carrière. Quel que soit le gouvernement du jour, il y a toujours contre lui, à l'heure du scrutin, un réquisitoire violent. Généralement, tous ces réquisitoires en sont quelquefois la victime ; mais il n'en est pas, pour cela, flétri et déshonoré. Si, par hasard, le parti conservateur obtient du peuple un verdict favorable. Sir Wilfrid Laurier s'en ira dans l'opposition ; mais il y aura aussi grand qu'il était au pouvoir. Voilà la chose que personne ne peut lui ravir et qui fait tourner à son bénéfice tous les efforts faits pour la lui ôter.

C'est tout ce que nous avons voulu dire et c'est tout ce que nous continuerons à dire.

Nous ignorons si le "Journal" veut nous entrainer dans la discussion des écoles de Manitoba : nous n'en voyons pas l'à propos et il manquerait d'habilleté en nous forçant de venir au secours de sir Wilfrid Laurier sur ce sujet. Mais assurément, notre confrère y met trop d'emphase, lorsqu'il dit :

"Est-ce que l'œuvre des Lafontaine, des Cartier et des Langevin ne se trouve pas quasi détruite par cet attentat monstrueux contre la langue et la foi de nos compatriotes,—contre des droits et des immunités qui leur avaient été garantis par des articles orgraniques de la Constitution ?

Alors pourquoi le parti conservateur n'a-t-il pas étouffé dans l'œuf "cet attentat monstreux" ? Il étast si simple de désavouer la première mesure et toutes celles qui seraient venues, ensuite de Winnipeg ! Nos amis avaient le pouvoir en mains : un trait de plume suffisait. Sir John Thompson ne l'a pas fait. Pourquoi ? Parce que le feu aurait pris dans plusieurs coins de la Confédération ; et, cependant il était infiniment plus simple d'empêcher une loi d'exister que d'en faire disparaitre une par la